



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

professions de santé

Question écrite n° 86378

Texte de la question

M. Jean-Claude Bois appelle l'attention de M. le ministre de la santé et des solidarités au sujet de l'enseignement de la médecine générale. Les membres du Collège national des généralistes enseignants, qui fédère 34 collèges régionaux, expriment leurs inquiétudes quant au manque d'encadrement par des enseignants titulaires, de l'insuffisance des lieux de formation dans les deux cycles des études médicales et de l'absence d'un statut pour sa recherche. L'enseignement de la médecine générale est à nouveau le parent pauvre de l'université. Les étudiants, faute de moyens mis à leur disposition pour leur formation en tant que futurs médecins traitants, sont de plus en plus nombreux à abandonner la médecine générale qui accuse un déficit de 1 500 postes d'internat sur les deux dernières années. Beaucoup, évidemment, s'interrogent sur leurs perspectives d'avenir. En 2004, le conseil national de l'ordre des médecins dressait un sombre tableau de la profession médicale qui sera confrontée, dès 2008, à un fort déficit de praticiens en raison des départs massifs à la retraite des classes d'âge issues du baby-boom, de la disparition de cabinets médicaux principalement en milieu rural et de l'arrivée de promotions moins nombreuses. Par ailleurs, le CNOM s'inquiétait de la répartition inégale sur le territoire avec une « césure Nord/Sud » aussi prononcée et une désertification rurale et suburbaine problématique. Aujourd'hui, rien ou peu a changé et la situation future risque de s'aggraver et ce, tant au détriment des praticiens généralistes que pour les patients. La région du Nord - Pas-de-Calais malgré ses besoins toujours croissants connaît une insuffisance en nombre de médecins généralistes. Un effort important s'impose pour atténuer cette situation. Jusqu'à présent, compte tenu du faible taux d'encadrement, les deux tiers des internes de Lille venaient d'autres régions et la moitié repartait « diplôme en poche ». Aujourd'hui, sur les 159 internes nommés à Lille, les deux tiers sont nés dans le Nord - Pas-de-Calais, grâce notamment à la modification de la pédagogie et aux subventions de la région. Mais ce résultat n'est pas encore satisfaisant au vu de la situation critique. Il lui demande quelles mesures il compte mettre en oeuvre en faveur de l'enseignement de la médecine générale qui permettent de régler le déficit prévisible en médecins généralistes en France et dans le Nord - Pas-de-Calais.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Claude Bois](#)

Circonscription : Pas-de-Calais (13^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 86378

Rubrique : Enseignement supérieur

Ministère interrogé : santé et solidarités

Ministère attributaire : santé, jeunesse et sports

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 21 février 2006, page 1766